

manifeste

La parole aux TPE/PME pour l'économie de demain



leboncoin

GRUPE SOS



manifesto

**La parole aux TPE/PME
pour l'économie de demain**



Sommaire

Edito p. 6

**Le mot d'Antoine Jouteau et
Jean-Marc Borello** p. 8

Ce que nous disent les TPE/PME p. 10

**10 propositions concrètes pour un
plan de relance articulé** p. 16

Remerciements p. 20

Edito

Près de trois mois après le début de la crise du COVID-19, le constat est sans appel : la France est à l'aube d'une crise économique d'ampleur, dont les effets risquent de s'intensifier dans les prochains mois. Parmi les plus touchés et les plus à risque se trouvent les TPE/PME, 99% des entreprises françaises, véritables poumons économiques de nos territoires.

La crise sanitaire a mis à risque ces entreprises. Partout en France, des milliers d'entre elles ont été forcées de fermer leurs portes, de mettre une partie des salariés en chômage partiel avec pour principales conséquences un arrêt brutal de l'activité, des manques à gagner importants et des incertitudes grandissantes. Pourtant les chiffres et les prévisions, aussi sombres soient-ils, ne parlent pas du formidable élan de solidarité qui s'est créé dans nos régions, dans nos territoires et dans nos centres-villes.

Aux côtés des héros de cette crise, l'ensemble du personnel médical et des agents en charge des services essentiels, ce sont des entreprises familiales, des associations, des commerçants, des artisans, des agriculteurs, qui se sont unis localement pour faire front, redoubler d'efforts, réinventer très souvent leurs activités en dépit des difficultés et redonner du sens à notre quotidien.

Trop souvent, la parole des entreprises s'est trouvée assimilée à celle des grandes entreprises. Qu'il s'agisse d'analyser une situation ou de proposer de nouvelles politiques publiques, ce sont elles qui se font entendre.

Lancée en mai 2020 par leboncoin et le Groupe SOS et soutenue par le CJD, le Mouves, l'IME, le Moovje, le réseau M, Orée, le réseau entreprendre, Alizé et le collectif #noussoyonsdemain, l'enquête « La Parole Aux TPE/PME » a souhaité rectifier le tir. Non pour donner LA vision correcte de l'économie française aujourd'hui, mais pour que le « vécu » de 99% des entreprises françaises soit connu, et que des enseignements en soient tirés. Cette enquête a donné lieu à un atelier collectif d'analyse des résultats organisé avec les têtes de réseau et des dirigeants

d'entreprise, qui nous a permis d'identifier les grands défis pour les TPE/PME mais aussi d'esquisser les solutions à mettre en place à moyen et long terme. Avec 278 réponses de chef.fe.s d'entreprise allant de 1 à 250 salariés, tous secteurs confondus, et partout en France, l'enquête apporte un éclairage nouveau sur les attentes des dirigeants d'entreprise pour l'économie de demain.

Aujourd'hui nous formulons 10 propositions, construites sur la base de cette consultation, destinées à dessiner les contours d'une relance durable, locale, inclusive et créatrice de valeur. Ces propositions s'articulent autour de 5 axes, que nous pensons clés pour la reprise économique :

- **Un cap :** une économie durable, dynamique et créatrice d'emplois
- **Un moyen :** le numérique
- **Une échelle :** le local
- **Un élan :** pour un contrat social entre collectivités et entreprises
- **Une priorité :** l'emploi et la formation

Avec ces propositions, nous appelons le gouvernement, les élus, les employeurs, et plus généralement tous les décideurs, à entendre la voix des dirigeants des TPE/PME françaises et à intégrer leurs préoccupations aux prises de décisions. Parce que les TPE/PME représentent 99% du tissu des entreprises françaises, leurs voix doivent compter, maintenant et plus que jamais.

Le Groupe SOS et leboncoin Groupe mettront leur rayonnement et leur audience au service de ce manifeste pour contribuer ensemble à l'émergence d'une économie plus inclusive, plus locale, plus raisonnée.



leboncoin

Le mot d'Antoine Jouteau

Directeur Général du Groupe leboncoin

Leboncoin, en tant que première plateforme numérique française, est le partenaire privilégié des TPE/PME, partout sur le territoire français. Chaque année, nous aidons plus de 500 000 entreprises à vendre leurs produits, à recruter ou à gagner en visibilité. L'étude que nous avons lancée avec le Groupe SOS part d'un constat simple : la voix des TPE/PME, la voix de nos clients, doit constituer un point d'ancrage important dans la réponse que les entreprises, les collectivités et les pouvoirs publics vont apporter pour relancer notre économie.

A notre échelle, leboncoin, nous souhaitons que cette relance soit durable, locale et au bénéfice du plus grand nombre. Je porte en particulier deux axes qui me semblent essentiels en vue de la reprise. D'une part, je souhaite m'engager pour un numérique responsable, véritable levier d'innovation dans nos territoires. Souvent perçu comme un prédateur, le numérique est pourtant un formidable vecteur d'opportunités que nous devons mettre au service et au bénéfice de ceux qui façonnent notre économie et nos régions. D'autre part, j'ai la conviction que maintenir l'emploi doit constituer une priorité stratégique. L'an dernier, nous avons aidé plus de 800 000 Français à trouver un emploi. Cette année, au soir de la crise sanitaire et face à la menace d'une crise durable, ce dynamisme doit être maintenu. C'est pourquoi leboncoin a rendu gratuit, depuis le mois de juin et pour toutes les TPE/PME, la diffusion d'offres d'emplois sur la plateforme. Plus largement, soutenir l'emploi passera également par une attention particulière portée aux jeunes, aux contrats d'apprentissage, au développement des compétences (numériques notamment), aux plans de reconversion, aux aides à la mobilité etc. Ces leviers doivent désormais pleinement jouer leurs rôles de maintien dans l'emploi ou d'insertion dans l'emploi.



Groupe SOS

Le mot de Jean-Marc Borello

Président-Fondateur du Groupe SOS

Depuis 35 ans, le GROUPE SOS, première entreprise sociale d'Europe, développe des solutions innovantes pour relever les défis de notre temps. L'étude menée avec Leboncoin démontre les conséquences économiques que la crise sanitaire soulève : 1 entrepreneur sur 5 craint la faillite dans les mois à venir.

Le GROUPE SOS s'est engagé dans cette étude avec une conviction : l'innovation vient du terrain, et construire les réponses de demain passe d'abord par l'écoute et l'appréhension des acteurs économiques à l'œuvre dans les territoires. La première réponse qui ressort des échanges avec ces TPE/PME, c'est bien la nécessité de construire un développement économique local plus durable, au service de l'intérêt général. C'est sur cette conviction que le GROUPE SOS s'est construit : la création de richesses n'a de sens que si elle s'articule avec la transition écologique et les solidarités.

Cette étude démontre également que l'action doit plus que jamais être menée depuis et avec les territoires pour proposer des actions adaptées au plus près des besoins et favoriser les alliances de proximité, clés du maintien et du développement de nouveaux modèles résilients.

Le lancement des programmes « 1000 cafés » et « Mon centre-ville a un incroyable commerce » en faveur de la revitalisation des communes rurales et des villes moyennes a constitué une première étape que nous souhaitons accélérer. Demain, le GROUPE SOS y contribuera pleinement par la création d'un nouveau secteur d'activité en son sein « Action territoriale », convaincu de la nécessité de lutter contre la fracture territoriale mais aussi et surtout, que l'échelle locale constitue un formidable levier d'innovations et de transitions.

TPE/PME

Ce que nous disent les TPE/PME

1.

Une crise qui touche fortement les TPE / PME, malgré les dispositifs de soutien

Les TPE/PME représentent plus de 99% des entreprises, 50 % des emplois salariés en France et 43 % de la valeur ajoutée. Elles, qui représentent une part essentielle de l'économie française, s'attendent à souffrir durement de la crise. Particulièrement les plus petites. Et malgré des dispositifs mis en place par l'Etat, jugés très adaptés par une très grande majorité de dirigeants, **1 entrepreneur.euse sur 5 craint la faillite dans les mois à venir.**

« 1 entrepreneur.euse sur 5 craint la faillite dans les mois à venir. »

2.

La crise, un révélateur des mutations en cours

Toutefois, ces entrepreneurs et entrepreneuses ne souhaitent pas simplement survivre à cette crise: ils jugent indispensable de pouvoir s'adapter aux grandes mutations à venir de notre économie. Parmi elles, 2 se dégagent fortement, à savoir la montée du numérique et la transition écologique. Pour les TPE/PME, ces mutations impliquent de repenser à la fois leurs offres, notamment à l'aune du levier digital et des attentes nouvelles des consommateurs, et de revoir l'organisation de leurs activités. **A ce titre, ils sont 65% à souhaiter apporter des modifications significatives à leur organisation après la crise.**

« A ce titre, ils sont 65% à souhaiter apporter des modifications significatives à leur organisation après la crise. »



3.

Le numérique, l'enjeu clé de demain

94% des TPE/PME jugent que le numérique aura un impact déterminant à moyen terme pour leur activité. Au-delà du site web et de la présence sur les réseaux sociaux, elles sont nombreuses à prévoir de développer de nouvelles offres basées sur le digital. Les outils numériques qui ont d'ores et déjà transformé une partie des process dans les TPE/PME, devront à l'avenir s'étendre à tous les champs de l'organisation, notamment :

- **En externe :** en proposant à leurs clients une expérience plus complète, intégrant de nouveaux services comme la prise de commande en ligne, la livraison ou encore des produits mieux adaptés grâce à l'utilisation de la donnée.
- **En interne :** en adaptant leur organisation et leurs méthodes de management aux nouvelles manières de travailler (travail à distance, travail collaboratif, outils digitaux, ...)

Il s'agit pour elles d'entrer dans une nouvelle phase de maturité numérique, dans laquelle le numérique devient levier de croissance pour tous les métiers de l'entreprise. Mais des freins restent à lever : de nombreuses entreprises de l'industrie et du commerce ne savent pas comment aller plus loin, l'investissement est perçu comme encore élevé, l'empreinte environnementale du numérique et la fracture numérique interrogent.

« 94% des TPE/PME jugent que le numérique aura un impact déterminant à moyen terme pour leur activité. »

TPE/PME

Ce que nous disent les TPE/PME (suite)

4.

Désireuses de relever le défi écologique, les TPE/PME ont besoin d'être soutenues

A l'instar des Français.es (cf enquête BVA pour Greenpeace), les dirigeants de TPE/PME ne sont plus à convaincre de l'urgence écologique.

Dans un contexte où certains cherchent à opposer économie et écologie, les TPE/PME désignent, comme seconde mesure pour la relance, non pas l'abandon mais, au contraire, le renforcement des incitations en faveur d'une économie verte et décarbonée. Et elles sont prêtes à prendre part à ce défi, puisque, **60% d'entre elles déclarent vouloir s'engager davantage pour relever le défi de la transition écologique.**

En cohérence avec les récentes propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat, les TPE/PME françaises se disent prêtes à s'engager sur le plan environnemental, notamment parce qu'elles perçoivent une forte attente des consommateurs pour des produits durables. Elles demandent donc aux pouvoirs publics d'agir davantage, de manière plus ciblée et plus cohérente.

« **60% d'entre elles déclarent vouloir s'engager davantage pour relever le défi de la transition écologique.** »

5.

Un attachement fort au territoire, une entraide locale précieuse

Les dirigeants d'entreprise font confiance aux collectivités territoriales pour les accompagner dans la reprise. Tout, dans l'enquête, renvoie à la force du local dans le rebond économique espéré. 80% de ces TPE/PME se déclarent très attachées à leur territoire, et une majorité d'entre elles considère le Made in France comme la principale évolution appelée à toucher la consommation en France.

Dans cette course à un meilleur ancrage local, qu'attendent les entreprises ? Là encore, contrairement aux idées reçues, il ne s'agit pas forcément d'obtenir davantage de subventions ou d'être accompagnées dans son implantation. Ces entreprises appellent plutôt à une meilleure organisation de la coopération au niveau local, à travers une mise en réseau des entreprises pour s'entraider, partager leurs compétences et les développer, mutualiser certains équipements, certaines fonctions, et communiquer ensemble sur les savoir-faire locaux et bien sûr pour développer leurs affaires.

Mais les attentes dépassent ce cadre : les TPE/PME souhaitent participer davantage à la vie du territoire et être davantage entendues dans l'élaboration des projets portés par les collectivités. Pour ce faire, elles auraient ainsi davantage besoin d'un vrai facilitateur économique dans chaque bassin d'emploi, plutôt que d'un dispositif de soutien.

« **80% de ces TPE/PME se déclarent très attachées à leur territoire.** »

TPE/PME

Ce que nous disent les TPE/PME (suite)

6.

Le territoire, acteur indispensable pour mettre en oeuvre le Pacte Vert pour l'Europe

Le propos d'une entrepreneuse éclaire l'état d'esprit des TPE/PME : « arrêtez de nous donner de l'argent, aidez-nous plutôt à en faire ! ». Si la réduction de la fiscalité reste quand même une demande des TPE/PME, l'enquête met en évidence 2 enseignements :

- **Les chef.fe.s d'entreprise veulent compter sur un territoire dynamique** et facilitant pour imaginer les solutions de sortie de crise : relever les défis de la transformation numérique et écologique. Un territoire qui les aide à se développer, qui les met en réseau, qui facilite les échanges inter-entreprises, et qui accélère les montées en compétences collectives.
- **Les chef.fe.s d'entreprise sont dans l'attente de plans de relance territorialisés**, auxquels ils souhaitent contribuer. L'échelon local, celui du bassin de vie, est le plus pertinent pour que les mesures de soutien et d'accompagnement soient adaptées aux singularités du territoire et de ses TPE/PME.

Enfin... l'entreprise isolée n'existe pas !

Prendre en compte l'avis des TPE/PME, c'est s'intéresser à 99% des entreprises de notre pays, c'est reconnaître que la vigueur de notre économie locale tient à ce tissu d'entreprises solidaires entre elles.

Aider ces organisations à s'adapter aux mutations à venir, c'est garantir la pérennité à long terme de nos emplois. A travers leurs réponses, elles nous livrent un message :

elles ont besoin d'une action renouvelée des pouvoirs publics pour mieux s'insérer dans une économie nécessairement plus digitalisée, plus écologique et plus locale.

Les dirigeants et dirigeantes de TPE/PME ne souhaitent pas renvoyer dos à dos libéralisme mondial et régulation étatique mais nous enseignent qu'une troisième voie est possible qui s'illustre par l'interdépendance des entreprises entre elles mais également avec leur environnement. Interdépendantes et solidaires, les entreprises ne s'épanouissent qu'à travers les ressources matérielles (transports, équipements, fibre, ...) et immatérielles (éducation, formation, mise en réseau, ...) que le territoire est capable de mettre à leur disposition.

Pour que cette animation et coopération à l'échelle territoriale soient efficaces, elles doivent s'inscrire dans un contrat éthique et moral librement consenti et garanti par l'Etat.

C'est pourquoi nous appelons à un plan de relance national qui ne doit pas perdre de vue cinq orientations :

Un cap : une économie durable, dynamique et créatrice d'emplois

Un moyen : le numérique

Une échelle : le local

Un élan : pour un contrat social entre collectivités et entreprises

Une priorité : l'emploi et la formation

10

10 propositions concrètes pour un plan de relance articulé

Notre objectif : un plan de relance national qui reconnaît la transition vers une économie décarbonée comme finalité, le numérique comme moyen d'y arriver et l'échelon local comme espace d'animation du dialogue avec les entreprises.

S'il est urgent de lancer un ambitieux plan de relance autour de mesures d'incitations massives en faveur d'une économie verte et décarbonée, nous rappelons l'importance des TPE/PME dans le tissu économique français, leur volonté d'être davantage impliquées dans la recherche de solutions et leur confiance dans l'échelon local pour gérer le plan de relance. Comme pour le Small Business Act qui s'est appuyé sur la concertation la plus amont possible des TPE/PME via le principe "think small first", nous appelons à des plans de relance territorialisés et co-élaborés avec les TPE/PME. La France doit appuyer son plan de relance sur le principe "think small and local first" comme l'Union Européenne pour le Small Business Act. Pour accompagner ce plan de relance de manière efficace, nos territoires doivent devenir...

Des territoires « d'alliance » pour co-construire les politiques publiques locales entre les collectivités territoriales et les entreprises

Proposition #1

Faire évoluer les finalités des politiques de développement économique des collectivités territoriales : passer d'une logique de gestionnaire à un rôle d'animateur des forces vives locales et facilitateur de projets.

Proposition #2

Renforcer l'engagement des entreprises dans la décision publique : par exemple via des chartes d'engagement territoriales pour valoriser l'implication des entreprises sur des projets à l'échelle locale / ou en s'appuyant sur les conseils de développement économique dans lesquels les TPE/PME pourraient être mieux représentées.

Des territoires « d'avenir » : pour s'engager dans une transition écologique ambitieuse et en cohérence avec le tissu local

Proposition #3

Convertir l'engagement des TPE/PME en fixant un principe d'éco-conditionnalité des aides et des dispositifs de soutien.

Proposition #4

Promouvoir une commande publique et privée qui privilégie les critères de durabilité aux critères du moins disant. Elle est un formidable outil pour stimuler les investissements de décarbonation.

Proposition #5

Renforcer les démarches de promotion du savoir-faire et des productions locales. Les spécificités et caractéristiques du territoire constituent la principale richesse et offrent le meilleur potentiel pour un développement ancré et en phase avec le territoire.

Des territoires « dynamiques et attractifs » pour favoriser l'emploi et la formation au profit de tous les acteurs du territoire

Proposition #6

Créer des dispositifs d'accompagnement visant à favoriser les synergies inter-entreprises sur un territoire, catalyser les initiatives, les projets de mutualisation ou de développement et accompagner leur émergence.

10

10 propositions concrètes pour un plan de relance articulé (suite)

Proposition #7

Mettre en réseau les entreprises avec les autres parties prenantes du territoire (habitants, associations, écoles, artistes, ...) en capitalisant sur les lieux partagés émergents sur les territoires. L'essor de ces tiers-lieux est révélateur d'une réappropriation du « faire » par les consommateurs et de la place centrale des usages dans la création de nouveaux services ou produits... mais leur développement souffre d'une hétérogénéité des formes, d'un manque de structuration, de modèles économiques fragiles.

Proposition #8

Favoriser l'insertion et l'emploi sur les territoires en déployant des mécanismes d'incitation au maintien de l'emploi ou d'aides au recrutement pour favoriser l'embauche de nouveaux talents au sein des TPE/PME (suppression des charges patronales pour l'embauche de jeunes de moins de 30 ans, subventions de formations pour favoriser les mobilités internes, incitation à l'embauche d'apprentis) et en renforçant le rôle des collectivités territoriales comme animatrice de politiques de gestion territoriale des emplois et des compétences associant politiques de formation et de qualification, d'insertion et de recrutement.

Des territoires « connectés et innovants » : pour s'engager dans une transition numérique, mettant l'innovation au service du dynamisme des territoires

Proposition #9

Mettre en place des mécanismes d'incitation à la transition numérique des TPE/PME - au delà du développement du Très Haut Débit, et de leur équipement, aider les collectivités à diffuser et intensifier les usages du numérique en leur sein, dans les entreprises via des mécanismes d'incitation (crédits d'impôt, financements conditionnés etc).

Proposition #10

Faire du territoire un terrain d'expérimentation pour favoriser l'innovation et révéler les potentiels. Le numérique est un levier fort, permettant aux dynamiques territoriales de gagner en visibilité, d'augmenter leurs impacts et de fédérer. En ce sens le numérique doit être positionné comme un outil essentiel pour renforcer la culture d'innovation dans les territoires et permettre à certaines expérimentations de passer de nouveaux caps.

Merci

Remerciements

Leboncoin et le Groupe SOS croient depuis longtemps à la force du collectif et à l'importance de travailler en réseau pour atteindre des objectifs communs. Ce projet d'étude puis de conception de propositions concrètes, nous le devons aussi et surtout à nos partenaires. Nous tenons à les remercier pour leur aide précieuse lors du partage de l'enquête, pour leur créativité lors de nos ateliers et pour leur contribution à la diffusion des propositions que nous portons.

Merci à ...



MOUVEMENT DES
ENTREPRENEURS
SOCIAUX

AUXILIA
CONSEIL EN TRANSITION

FRANCE
IME

Moovjee
ioanso9-19

#nouvssommesdemain

alizé®

Réseau  France
mentorat pour entrepreneurs




Réseau
Entreprendre
PARIS

orée

Paris, juillet 2020

Responsables gestion de projet et rédaction: Auxilia - Hervé Bolard et Bertil

De Fos - Leboncoin - Arnaud Jacques, Martin-Auguste Bossut et Bertille Depoilly

Direction Artistique et mise en page: Adèle Teilhout et Nicolas Kurita

Textes composés en caractères: PSM

Crédits photo: Getty images

Imprimeur: CLUMIC Arts Graphiques

leboncoin